



**FORMULAIRE 4.4 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT ANNUEL SUR L'ÉTAT D'AVANCEMENT DU PROJET**

PAYS: BURUNDI - 2017

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: 1^{ER} JANVIER – 31 DÉCEMBRE

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix »
Numéro du Programme (*le cas échéant*) 00093147
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ BDI/A-11, 00093147

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: ONUFEMMES

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales:
-Ministère de l'Intérieur et de la Formation Patriotique
-Ministère des Affaires Sociales, des Droits de la Personne Humaine et du Genre
-Ecole Nationale de l'Administration
- Le Parlement
- Organisations de la société civile identifiées pendant la mise en oeuvre (ACCORD, BLTP, Ligue ITEKA , APFB, Dushirehamwe, AGB, ABI)
-Les Radios IJWI RY UMUKENYEZI et ISANGANIRO

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)
1 2000 000 US \$

Contribution gouvernementale (*le cas échéant*)
0

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 36 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 16/ 12/ 2014

Date de fin prévue à l'origine³ 31/ 12/ 2015
(*jour/mois/année*)

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

Autres contributions (donateurs) <i>(le cas échéant)</i>	
TOTAL:	1 200 000 US \$

Date de fin actuelle⁴
(jour/mois/année) 31 12/ 2017

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale – *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Jennet KEM

Titre: Représentante a.i. Bureau
ONUFEMMES Burundi

Organisation participante (principale):
ONUFEMMES

Courriel: jennet.kem@unwomen.org

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle – c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet contribue:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. Le dialogue national est renforcé pour une meilleure cohésion sociale.

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet contribue. -Les acteurs politiques et de la société civile, incluant les jeunes et les femmes participent au dialogue national à travers des mécanismes et des procédures inclusifs permettant un partenariat et un dialogue politique au niveau national

-Une feuille de route du dialogue politique adoptée et mise en œuvre

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan et avec contribution importante à

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes, etc.) sont réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices reconnues par leurs communautés.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan et avec contribution importante à

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- Poursuite des activités du Réseau des femmes actrices de paix et de dialogue (RFAPD) avec 516 médiatrices, 18 points focaux provinciaux et plus de 14.000 membres répartis dans plus de 2950 Noyaux de base Collinaires (NBC) qui constituent le prolongement du RFAPD dans les communautés que sont les collines.
- Les NBC ont déjà animé, au 30 novembre 2017, 12085 séances de dialogue/débat au niveau provincial, communal et collinaire. Jusqu'au 30 novembre 2017, le RFAPD a déjà traité plus de 4.834 conflits avec plus de 60 % de succès.
- Un Agendan national et une feuille de route produits comme contribution des femmes à la résolution de la crise burundaise ainsi qu'une participation au dialogue interburundais d'Arusha.
- Mise en œuvre des initiatives génératrices de revenus pour les membres du RFAPD et pour des jeunes filles (10 AGR pour jeunes filles et 10 AGR pour médiatrices et

mobilisation des femmes à adhérer aux AGRs:1400 créées en combinaison avec l'appui GAI.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

- Le RFAPD est devenu légitime et incontournable dans le renforcement de la cohésion sociale. En effet, les médiatrices sont devenues incontournables dans la communauté en ce qui est de la prévention des conflits et de la création d'un environnement pour la paix et la cohésion sociale grâce aux dialogues communautaires initiés par le Réseau et grâce à la présence de plus de 14000 membres des NBC. En plus, elles participent aux réunions hebdomadaires stratégiques de sécurité au niveau de la commune et sont consultées par diverses instances administratives, judiciaires, policières, etc, en vue d'apporter leur expérience à la résolution des conflits. Les médiatrices ont créé une ramification profonde dans les communautés jusqu'au niveau provinciale en établissant des réseaux opérationnels à divers niveaux. Elles ont contribué à la diffusion de l'Agenda national des femmes dans tout le pays alors qu'ils avaient contribué en 2016 à l'organisation des consultations pour l'élaboration de cet agenda.

- L'agenda aura permis d'avoir la matière à présenter en plus de la feuille de route des femmes, au dialogue d'Arusha à sa 4ème session (27/11 au 8/12/2017). Les deux documents sont parmi les propositions faites par tous les acteurs et présentés à la facilitation dans le conflit burundais.

- L'agenda est connu du public grâce à sa diffusion à grande échelle (production de livrets, affiches, spots publicitaires, ateliers régionaux d'information et de planification, etc).

- En outre, le projet a permis d'avoir des équipes formées à même de mettre en oeuvre l'agenda et la feuille de route des femmes: 24 femmes négociatrices formées et 15 partenaires et acteurs de mise en oeuvre du projet renforcés en capacités dans la résolution des conflits (formations de Londres, Nairobi et Constantinople).

- Grâce à l'expérience acquise, le Réseau est devenu catalyseur de plusieurs initiatives de paix: implication des jeunes filles dans la résolution des conflits et dans la dynamique des AGR, recours aux médiatrices dans la résolution des conflits spécifiques, recours aux médiatrices dans l'organisation des activités publiques, dialogue comme stratégie de prévention et de résolution des conflits ainsi que de positionnement de la femme dans la communauté, contribuant ainsi à la consolidation de la paix et de la cohésion sociale.

La théorie du changement reste valable pour ce résultat car les conflits nouveaux surviennent ici et là.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Le projet a connu quelques retards liés au contexte socio-politique. C'était prévisible. Il y a eu adaptation à ce contexte au sujet de l'activité "participation des femmes au dialogue politique" en recourant à la prolongation des délais ainsi qu'à la reformulation des stratégies de mise en oeuvre: renforcement des capacités des partenaires et acteurs de mise en oeuvre du projet ainsi que la réorientation de la forme et de la participation des femmes au dialogue interburundais.

Description du résultat 2: Les femmes leaders dans les communautés et dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan et avec contribution importante à

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

- La stratégie de plaidoyer de mise en œuvre des engagements des partis politiques s'est poursuivi à travers diverses interventions du projet.
- Renforcement des capacités des partenaires et des acteurs de mise en oeuvre du projet en matière de gestion et de transformation des conflits. 15 personnes en ont bénéficié grâce aux formations de Londres, Nairobi et Constantine
- Journées intergénérationnelles d'échange d'expériences entre les PFP du RFAPD, les agences des Nations Unies et les OSC partenaires (ABI, BLTP, DUSHIREHAMWE et AGB). Ces journées ont permis aux uns et aux autres de s'enrichir des expériences des autres sur la thématique femmes/jeunes, paix et sécurité.
- L'organisation des dialogues (plus de 12085 dialogues/débats) qui ont donné des cadres de dialogue animés par les femmes et qui ont donné l'occasion de rendre compte par les responsables administratifs ou politiques. Ils ont servi de cadres de rapprochement des viviers acteurs politiques.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Un partenariat a été formé avec l'ENA et le Parlement pour la formation des femmes élues. Les modules de formation ont été développés et une formation des formateurs issus du Parlement ou de l'Administration organisée. Le plaidoyer pour les droits des femmes continue.

Le résultat a été réalisé à travers l'organisation du dialogue comme stratégie de faire entendre la voix des femmes, de contribuer effectivement à un dialogue démocratique, serein et

inclusif ainsi que de prévention et de résolution des conflits. Le dialogue a pour finalité d'amener les femmes à participer à la vie communautaire, à forger un leadership féminin, à influencer la gouvernance locale et les politiques publiques locales.

Jusqu'au 30 novembre 2017, 12085 séances de dialogue/débat au niveau provincial, communal et collinaire ont déjà été animés depuis en 2017. Au niveau des collines et quartiers il existe plus de 2950 Noyaux de base collinaires (NBC) composés de plus de 14.000 membres qui organisent ces débats communautaires sur une base d'un dialogue au moins par deux mois.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 3: Le dialogue entre les responsables politiques et leurs concitoyennes est renforcé afin que les politiques soient plus inclusives des besoins de femmes, que des mécanismes de redevabilité soient établis et pour la consolidation de la paix.

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

Il y a eu poursuite de dialogue entre femmes élues et les citoyennes dans les 5 provinces où le projet a été opérationnel. Cela s'est fait à travers les dialogues organisés par le Réseau et lors des échanges sur la mise en œuvre des AGRs.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 4:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis durant la période considérée (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat durant la période considérée. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat contribue-t-il de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit? La théorie de changement dans le document de projet, est-elle toujours valable pour ce résultat? (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment sont-ils gérés et quelles mesures d'ajustement peuvent être envisagées (1 500 lettres maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles</u>: Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<ul style="list-style-type: none"> - 4924 conflits réglés - Une feuille de route des femmes venues du Burundi et celles de la diaspora - Un agenda national des femmes comprenant les priorités des femmes issues des consultations et validé par les femmes - Présentation de l'Agenda et de la feuille de route au 4ème dialogue interburundais d'Arusha (27/11 au 8 /11/2017) par les femmes. - L'agenda national diffusé grande échelle (production de livrets, affiches, spots publicitaires, ateliers régionaux d'information et de planification, etc) - Formation d'un pool de femmes négociatrices (24) et de 15 partenaires et acteurs de mise en oeuvre du projet (formations de Londres, Nairobi et Constantinople) - 12085 séances de dialogue/débat organisés
<p><u>Financement des déficits budgétaires</u>: Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>N/A</p>
<p><u>Effets catalytiques</u>: Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquer ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>La rencontre d'Addis Abeba a permis aux femmes de poser les jalons de raliar les femmes de l'intérieur avec celles de la diaspora. Une feuille de route et une déclaration sur un Burundi que veulent les femmes ont été adoptées. Elles ont pu avoir la solidarité africaine dans leur dynamique de contribuer à la paix.</p> <p>La publication de l'agenda national aura permis de valider les priorités des femmes et a un effet fédérateur des femmes</p>

	<p>d'horizons divers. Il a mobilisé les femmes dans des ateliers d'information et de planification.</p> <p>L'agenda a permis d'ouvrir les femmes à divers horizons, notamment l'organisation des formations variées à diverses femmes, partenaires et acteurs de mise en oeuvre du projet (formation de Londres, Nairobi et Cinstantine).</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Oui, il y a eu une initiative innovante dans un contexte délicat:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La rencontre de réflexion sur la situation au Burundi du 13 au 15 juin 2017 en Ethiopie regroupant les femmes venues du Burundi et de la diaspora sous la facilitation de l'ancien chef d'Etat Centrafricain, Mme Catherine Samba et de l'ancienne vice-président ougandaise, Specioza Kazibwe, tous deux membres de FEMWISE de l'UA. <p>Les activités consistaient en organisation de la rencontre sur tous les plans: préparation sur terrain de tout le dispositif nécessaire à la tenue de l'atelier notamment la préparation des esprits des uns et des autres sur le plan stratégique afin que tout le monde adhère à l'idée, initiation d'un Réseau stratégique entre (ONUFEMMES, UA et CIGL) afin de partager les responsabilités et relever tous les défis, etc.</p> <p>Quant aux résultats, la rencontre a permis:</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'adoption d'une déclaration sur le Burundi que veulent les femmes - Une mission africaine au Burundi de femmes pour la solidarité avec les femmes burundaises promise par l'UA. - Un mécanisme de suivi de la feuille de route mis sur place (équipe de 7 personnes ouvertes aux autres. - Initiation d'actions pour fédérer les femmes burundaises en d'avoir une vision commune de la crise burundaise (derrière l'agenda et la feuille de route des femmes). Il faut beaucoup d'actions de plaidoyer pour arriver à ce que les femmes aient une plateforme unique de vision de l'approche du conflit burundais en tant qu'entité autonome de femmes.
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en oeuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Il y a eu changement. Le problème de parité n'est pas posé dans la mise en oeuvre. Le projet étant lui même orienté essentiellement en direction des femmes.</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes, etc.) sont réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices	Indicateur 1.1 Cohésion sociale accrue Reprise de dialogue	Existence d'acteurs actifs dans le domaine de la prévention des conflits qui ne sont pas coordonnés.	Un réseau de femmes fonctionnel, pérenne engagé dans la prévention et la résolution des conflits communa	Un Réseau structuré de 534 médiatrices dont 516 médiatrices communales et 18 points focaux provinciaux) ainsi que plus de 14000 membres des Noyaux de base Collinaires (NBC) oeuvrant dans la communauté profonde.	N/A	N/A
	Indicateur 1.2			Activités débutées avec le 2ème semestre 2016 et toujours en cours jusqu'au 31 Décembre 2016		

reconnues par leurs communautés.						
Produit 1.1 Un réseau de femmes médiatrices est mis en place au niveau communautaire pour renforcer le dialogue national et la consolidation de la paix	Indicateur 1.1.1 Nombre d'initiatives en faveur de la paix initiées par les médiatrices	Beaucoup de conflits dans les communautés et existence d'acteurs impliqués dans leur résolution mais l'impact de leur action n'a pas été évalué.	Au moins une initiative en faveur de la paix par médiatrice par mois.	Plus d'une initiative: résolution des conflits, appui à l'animation du dialogue, encadrement des AGR de nature à pérenniser le Réseau (plus de 1400 AGR créées, etc. Une stratégie de communication sur les réalisations du Réseau mise en oeuvre par 2 radios	Grâce à l'assise communautaire du RFAPD	N/A
	Indicateur 1.1.2					
Produit 1.2 Des rencontres autour des préoccupations des communautés sont facilitées par	Indicateur 1.2.1 Nombre d'initiatives résultants des dialogues et des actions de jeunes qui amènent un changement pour	0	5	En 2017, 5 initiatives génératrices de revenus se sont ajoutées aux 5 autres initiées en 2016, portant ainsi le nombre à 10 AGR regroupant 332 jeunes filles et garçons.	Les jeunes filles regroupées en AGR s'impliquent déjà dans la résolution des conflits entre jeunes.	N/A

les femmes, au niveau provincial et en Mairie de Bujumbura et font progresser la paix et la cohésion sociale.	la paix et la cohésion sociale					
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Les parties prenantes aux négociations bénéficient des conclusions des rencontres organisées par les femmes à tous les niveaux et de l'appui de ces dernières pour orienter le processus	Indicateur 1.3.1 Nombre de recommandations /propositions faites par l'équipe consultative des femmes prises en compte par les parties prenantes	Faible prise en compte des préoccupations des femmes	Les préoccupations formulées par les femmes sont prises en compte dans le processus de négociations	Les initiatives en rapport avec les préoccupations des femmes ont été rassemblées dans l'Agenda national des femmes. Elles comprennent toutes les préoccupations et recommandations exprimées par les femmes. Elles ont été validées par le gouvernement à travers le Ministère en charge du genre.	Le changement a été dicté par le contexte politique très sensible qui a fait que l'atteinte de l'indicateur soit tardif. L'option a été de faire un document unique comprenant toutes les priorités des femmes et les faire endosser politiquement par le gouvernement	
	Indicateur 1.3.2 Niveau de participation des	10 femmes	Au moins 30%	L'orientation a été modifiée pour mettre plus d'inclusivité et	Changement dicté par le contexte politique très sensible qui a fait que la	

politique vers une paix durable.	femmes leaders à la table des négociations			pour intégrer l'Agenda et la feuille de route dans la participation au dialogue. Ainsi, il y a eu rencontre d'Addis-Abeba pour e préparer à cette participation.	réalisation de l'indicateur a été tardif. L'option a été de faire un document unique comprenant toutes les priorités des femmes et les faire endosser politiquement par le gouvernement	
Résultat 2 Les femmes leaders dans les communautés et dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.	Indicateur 2.1 Niveau de participation des femmes accru dans les institutions et postes de responsabilité.	32% à l'Assemblée Nationale, 46% au Sénat, 32% des membres des conseils communaux et 17% des membres des conseils collinaires, 17% de femmes représentées dans les postes de déci	35% pour les postes politiques Au moins 30% pour les postes techniques.	C'est un travail continu aux résultats lents.	N/A	N/A
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1 L'espace politique est élargi pour	Indicateur 2.1.1 L'existence de document de	Quota d'au moins 30% prévu par la Constitution pour la participation de	Au moins 50% des neuf catégories d'engagements pris par les partis	N/A: Indicateur de 2016	N/A	N/A

une participation accrue des femmes à travers la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer auprès du Parlement, du Gouvernement, de l'administration locale et des partis politiques.	stratégie de plaidoyer	la femme au Parlement, au Gouvernement et dans les Conseils communaux. Rien n'est prévu pour les autres niveaux.	politiques sont mis en œuvre			
	Nombre d'initiatives favorisant la participation des femmes prises par les acteurs institutionnels et politiques ciblés (plan d'action, loi, règlement intérieur, etc.)	- Absence de dispositions légales obligeant les partis politiques à garantir une égale participation des femmes	Des membres du Parlement, au moins 3 ministères, et des membres de l'administration publique sont sensibilisés par la campagne de plaidoyer pour les droits des femmes			
	Indicateur 2.1.2					
Produit 2.2 Les femmes dans les communautés et les femmes leaders à tous les niveaux disposent des	Indicateur 2.2.1 Nombre d'événements mis en œuvre dans le cadre de la campagne d'éducation	Les élues en fin de mandat ont suffisamment bénéficié de renforcement des capacités.	Pourcentage de femmes nouvellement élues en 2015 dont les capacités sont renforcées: 80% au niveau national, 20% au niveau communal, 15% au niveau collinaire	N/A Ceci a été fait en 2016	N/A	N/A
	Nombre de femmes élues	Les femmes des communautés connaissent mal				

capacités pour faire entendre leur voix et contribuer effectivement à un dialogue démocratique, serein et inclusif.	dont les capacités sont renforcées notamment en leadership	leurs droits et devoirs politiques. Les élues de 2015 n'ont pas bénéficié de renforcement de capacités.	Femmes, hommes et jeunes dans 5 provinces assistant aux activités sont sensibilisés sur les droits et devoirs politiques des femmes			
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					
Résultat 3 Le dialogue entre les acteurs politiques et leurs électrices est renforcé afin que les politiques soient plus inclusives des besoins de femmes,	Indicateur 3.1 Rapprochement entre élus et communauté	Faibles liens entre les élus et leurs électrices	Un dialogue régulier existe entre élus et électrices à tous les niveaux	Ceci s'est réalisé à travers l'initiative de dialogue/débats avec 12085 dialogues/débats		
	Indicateur 3.2					

que des mécanismes de redevabilité soient établis et pour la consolidation de la paix.						
Produit 3.1 Des espaces de dialogue animés par les femmes permettent une redevabilité accrue des élus et le rapprochement entre partis politiques.	Indicateur 3.1.1 Nombre de forums provinciaux de discussions organisés pour les femmes leaders politiques et communautaires Taux de réalisation des engagements pris par les élus participant dans les cadres de dialogue.	Pas d'existence d'espaces de dialogue	11 espaces de dialogue animés Au moins 50% des engagements pris par les élus dans les espaces de dialogue sont réalisés	N/A Ceci a été fait en 2016	N/A	N/A
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					

	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					
	Indicateur 4.3.2					

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Le Réseau des femmes médiatrices est devenu une porte d'entrée pour d'autres initiatives de projet ou d'activités à mettre en œuvre dans les communautés (sur les collines). Le réseau sert de maillon incontournable dans la mobilisation communautaire pour la paix, la cohésion sociale, voire le développement grâce aux AGR initiée par le Réseau.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Le RFAPD est un relais efficace pour la culture de la paix, le dialogue inclusif. Il est également un point de départ pour le développement, un cadre efficace de positionnement de la femme sur toutes les questions répertoriées dans l'agenda commun des femmes ;
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	Le Réseau des femmes médiatrices contribue fortement à la promotion de l'égalité de genre en rehaussant le statut social à travers un rôle traditionnellement accompli par les hommes : médiation des conflits. En agissant bénévolement les médiatrices sont de plus en sollicitées pour régler les conflits en faveur des personnes vulnérables qui ne peuvent pas offrir les prèbendes en boissons traditionnelles exigées par les notables.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	La prévention et le traitement des confits par le Réseau des femmes médiatrices et l'implication des jeunes filles contribuent fortement au désengorgement les instances administratives et judiciaires (administration, police et justice) ;.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	L'initiative de dialogue communautaire par le RFAPD constitue un modèle qui peut inspirer les autres dialogues dont celui lancé entre les femmes de l'intérieur et celles de la diaspora.

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

Témoignages:

1. Adolphe Nshimyumuremyi, Administrateur Commune/Itaba:

"Je suis très satisfait de l'initiative du Réseau des Femmes actrices de paix et de dialogue. Leur contribution dans la prévention et la résolution pacifique des conflits est incontournable. Les femmes médiatrices ont permis la réduction du nombre de conflits qui parviennent à l'administration communale et au tribunal de résidence car ils sont résolus en partenariat avec l'administration au niveau communautaire. Les défis locaux sont débattus au niveau communautaire et cela permet de dégager des engagements de la part des uns et des autres

pour les adresser. Aussi, je salue franchement les initiatives de relèvement communautaire des jeunes filles. Le restaurant que les filles ont mis en place ici au chef-lieu de la commune est d'une qualité relativement voulue. Il arrive que je sois moi-même leur client. Je leur encourage d'aller toujours de l'avant".

2. Philomène Ndayikunda, jeune fille bénéficiaire du projet à Matana:

"Ça faisait 7 ans que j'ai terminé mes humanités générales. Je n'ai pas eu la chance de poursuivre les études universitaires ou de trouver un emploi. Suite aux sensibilisations d'APFB, partenaire d'ONUFemmes dans la mise en œuvre du projet Mobilisation des jeunes pour la paix, nous avons moi et les autres jeunes, formé plusieurs initiatives génératrices de revenus dont un groupement SILC où nous cotisons régulièrement. Après 4 mois, j'ai emprunté auprès du SILC 50 000F que j'ai investis dans la vente à la maison de la bière produite par la Brarudi. J'ai commencé par la 2 casiers. Maintenant j'ai évolué à 4 casiers que je vends dans une petite boutique dans laquelle j'ai ajouté des produits alimentaires. Je parviens actuellement à avoir un bénéfice équivalent à un salaire moyen d'un personnel de la fonction publique. Je suis très contente que je ne suis plus à la charge de mes parents".

3. Virginie Nduwimana, PFP/RFPAD/Rumonge, Focus group, 16/11/2017 (Source: ST-PBF)

Le RFAPD collabore avec l'administration pour rétablir les femmes dans leurs droits : cas « abapishi »:

« Nous avons collaboré avec l'administration pour trouver des solutions aux problèmes posés par la présence des femmes au service des pêcheurs. Rumonge situé sur les rives du lac Tanganyika, est peuplé d'un nombre imposant de pêcheurs en provenance de l'intérieur du pays où ils ont laissé leurs femmes légitimes. Beaucoup de femmes, dont les femmes à partenaires multiples, étaient jusque-là habituées à venir s'installer temporairement aux alentours des différents ports, là où habitent les pêcheurs. Elles étaient là, soi-disant, pour s'occuper de la cuisine. Ici on les appelait « abapishi », celles qui font la cuisine pour les pêcheurs. Après analyse des problèmes qu'elles causaient aux familles et aux conséquences du vagabondage sexuel observé, l'administration a organisé une campagne de chasse, à laquelle notre réseau a participé. Aujourd'hui, ces femmes ont quitté ces localités ».

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet sont en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: en décalage

Si les dépenses sont en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Elles sont en décalage du fait que les besoins sont énormes à cause du contexte socio-politique fluctuant et glissant provoquant pour certaines activités de fonds imprévus pour contourner les obstacles posés. C'est pour cela qu'il a été nécessaire de réorienter certaines activités et de demander leur extension dont celles en rapport avec la participation des femmes au dialogue politique. Le budget de 1200000 \$ alloué au projet est totalement absorbé.

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Les conflits communautaires (tensions politiques, problèmes de communication, violences électorales faites contre les femmes, etc.) sont réduits grâce à l'action d'un réseau d'acteurs à tous les niveaux partant de l'action de femmes médiatrices reconnues par leurs communautés.					
Produit 1.1	Un réseau de femmes médiatrices est mis en place au niveau communautaire pour renforcer le dialogue national et la consolidation de la paix	ONUFEMMES	418210	418210	100%
Produit 1.2	Les rencontres autour des préoccupations des communautés sont facilitées par les femmes, au niveau provincial et en Mairie de Bujumbura et font progresser la paix et la cohésion sociale.	ONUFEMMES	295000	295000	100%
Produit 1.3	Les parties prenantes aux négociations bénéficient des conclusions des rencontres	ONUFEMMES	300290	300290	100%

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	organisées par les femmes à tous les niveaux et de l'appui de ces dernières pour orienter le processus politique vers une paix durable.				
Résultat 2: Les femmes leaders dans les communautés et dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.					
Produit 2.1	L'espace politique est élargi pour une participation accrue des femmes à travers la mise en œuvre d'une stratégie de plaidoyer auprès du Parlement, du Gouvernement, de l'administration locale et des partis politiques.	ONUFEMMES	82500	82500	100%
Produit 2.2	Les femmes dans les communautés et les femmes leaders à tous les niveaux disposent des capacités pour faire entendre leur voix et contribuer effectivement à un dialogue démocratique, serein et inclusif.	ONUFEMMES	178000	178000	100%
Produit 2.3					

Résultat 3: Les femmes leaders dans les communautés et dans les institutions locales, provinciales et nationales sont actrices du dialogue national et influencent les politiques.					
Produit 3.1	Résultat 3: Le dialogue entre les acteurs politiques et leurs électrices est renforcé afin que les politiques soient plus inclusives des besoins de femmes, que des mécanismes de redevabilité soient établis et pour la consolidation de la paix.	ONUFEMMES	104000	104000	100%
Produit 3.2					
Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:					100%

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements éventuels apportés au projet (quel type et quand), ou si des changements sont envisagés pour le future proche (2 000 lettres maximum):

Pour la mise en oeuvre du projet, ONUFEMMES a privilégié la stratégie d'adapation au contexte et aux partenariats stratégiques tels le travail en synergie avec quelques acteurs dont l'Union Africaine et la CIRGL, les institutions étatiques comme le Ministère en charge de l'intérieur et le Ministère en charge du genre, les organisations de la société civile avec qui elle avait un partenariat: BLTP, DUSHIREHAMWE, AGB, ABI, APFB, FNF, etc.

Elle a bénéficié de la bonne collaboration avec les autorités administratives territoriales qui ont beaucoup soutenu les initiatives de résolution des conflits, de dialogue et des AGRs. Sur le plan des partenariats, ONUFEMMES a élargi ses collaborateurs avec les OSC stratégiques dans la mise en oeuvre de certaines activités très sensibles comme la participation au dialogue. En cela, elle a eu recours au Groupe Femmes composées des OSC: FNF, WID, RFP et WAP et les autres organisations regroupées au sein de Réseau des femmes paix et sécurité.

Beaucoup d'activités ont bénéficié des autres fonds de partenaires comme les fonds GAI si bien qu'en 2017, le budget PBF utilisé est estimé provisoirement à 235 00 US\$. L'essentiel de ce budget a été consacré au Produit 1.3. Celui-ci nécessite un appui supplémentaire pour aller jusqu'en juin 2018 afin de bien réaliser les résultats et pérenniser les acquis encore fragiles.

La supervision au niveau stratégique a été bien coordonnée par le CPC appuyé par le ST-PB qui a permis à ONUFEMMES d'harmoniser les interventions GAI avec celles du PBF grâce à l'élargissement du mandat du CPC aux interventions de GAI. Ce qui a contribué à l'atteinte et à leur pérennisation des résultats du projet « Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix ».